

PANTA RHEI
L'école en mouvement

Il est difficile de contester les longues explications du ministre sur l'état de la prise en charge des enfants dès leur plus jeune âge jusqu'à leur sortie du lycée et sur les projets qu'on essaie de mettre en place pour l'améliorer. Je pense qu'au-delà des querelles idéologiques et partisans, on ne peut que s'accorder sur les grandes questions de principe qu'énumère Claude Meisch dans sa conférence de presse : rapprocher l'école des exigences et des attentes de la société actuelle, prendre en compte la complexité de cette société, viser la cohérence entre les différentes étapes de la situation « *scolaire* » de l'enfant, de l'adolescent et du jeune, motiver et « *rendre forts* » les enfants et les jeunes, quelle que soit la voie ou la formation dans laquelle ils s'engagent, favoriser l'éducation vers une autonomie responsable et les compétences sociales de l'apprenant, insister sur l'atout du plurilinguisme et de l'apprentissage précoce des langues, sur l'importance de préparer les jeunes aux compétences digitales, informer, soutenir et responsabiliser les parents, offrir des formations de rechange et miser sur le *long life learning*, ouvrir pour tous les portes vers des études supérieures, assurer une inclusion réelle, réfléchir sur l'orientation spécifique des différentes écoles, on ne peut qu'y souscrire, d'autant plus que tout cela n'est pas nouveau, loin de là !

La complexité des théories d'apprentissage et la recherche des bonnes méthodes pour prendre en charge le développement scolaire et humain des jeunes est à l'image de la complexité de notre société dont parle le ministre, et il conviendrait d'indiquer plus clairement qu'il n'y a ni de solution « *miracle* » ni de mesures définitives qui permettent de dire : voilà, on y est, problème résolu !

Je ne nierai pas la valeur de la vision et du cadre général que se donne la société par le biais des gouvernements successifs pour suivre l'évolution de l'école à tous ses niveaux, mais je crains que l'on ne se cache trop souvent derrière ce rideau consensuel lorsque démarre sur le terrain l'enseignement proprement dit avec tous ses grands et petits problèmes quotidiens, ses efforts et ses échecs, ses exigences et ses manques, ses incidents et ses détresses. La situation scolaire concrète et réelle ne se gère ni par des considérations générales, ni par des règlements administratifs de plus de plus tordus, ni par des calculs abstrus permettant à certains élèves d'avancer avec l'illusion de réussir, mais par le travail, l'engagement, la compétence, le savoir-faire, l'empathie des milliers de femmes et d'hommes qui ont voué leur vie professionnelle à l'encadrement, l'éducation et l'instruction des enfants, des adolescents et des jeunes adultes, que ce soit en classe, dans les salles des conférences, les bureaux de direction, les parloirs des SEPAS, les loges des écoles fondamentales et des lycées, les entreprises qui engagent des apprentis et autres. Et c'est très souvent là que le bât blesse !

Sans vouloir nier la nécessaire complexité des programmes de formation des futurs enseignants, ni la plus-value qu'ils peuvent représenter, deux choses me semblent indispensables : le contact soutenu avec la réalité scolaire *hic et nunc* au-delà des différentes approches théoriques et la revalorisation nette et claire des différents métiers de l'éducation et de l'enseignement, non pas par des discours de circonstance, mais par des gestes concrets. Et cela est plutôt rare, étant donné qu'il est tellement commode de faire des gens

sur place les boucs émissaires de tout ce qui va mal et de s'en laver les mains en haut lieu. Or, il y a un déficit réel au niveau du personnel éducatif et enseignant : on a besoin de bon nombre de candidat(e)s, et des meilleur(e)s ! A y regarder de près, on constate que le phénomène du *burn out* et du *ras-le-bol* est plus fréquent que jamais parmi les enseignants, dont les missions se multiplient et se compliquent au rythme des réformes, des adaptations, de nouvelles chicanes parfois, alors que la plupart de celles et de ceux qui ont choisi ce métier l'ont fait par goût, par enthousiasme, par vocation. Ils ont souvent du mal à vivre une situation où les contraintes administratives l'emportent sur l'acte pédagogique proprement dit qui devrait être au centre de la relation enseignant/apprenant. Ce qui importera dans les années à venir, c'est le message qu'on adressera aux différentes catégories de responsables, aux enseignants, aux éducateurs, aux équipes de direction aussi, pour leur faire sentir qu'on les respecte et qu'on les soutient pour mener à bien la lourde tâche qu'ils se sont choisie. Je n'ai personnellement pas eu l'impression que ce message ait été vraiment d'usage ces dernières années...

Ce qui importera aussi, c'est le message qu'on adressera aux jeunes qu'on n'est pas en droit de berner. Il faudra leur faire comprendre qu'à aucun niveau, les compétences ne s'acquièrent par simple inertie et passivité, et que l'effort et le travail restent des valeurs qu'ils auraient intérêt à partager. Comment se fait-il que pour l'école on réagisse souvent à l'inverse de ce qui se passe pour les sports. Ici on vise l'excellence et là, on trouve *cool* de rien faire ? Il est triste parfois de voir des jeunes qui auraient les capacités de réussir, mais qui refusent de bouger et à qui personne n'explique qu'il vaut le coup de faire des efforts. Il n'est pas toujours facile, mais inéluctable, de redonner aux enfants et aux jeunes le goût de l'effort, du travail bien fait, de l'engagement personnel, de l'esprit critique aussi ! Ah oui, ce fameux esprit critique qu'on aime de moins en moins de nos jours et qui est le moteur même de tout progrès. L'école se doit de garder un minimum de liberté d'expression à une époque où la moindre remarque ironique peut provoquer un tollé général (alors que sur les réseaux sociaux et ailleurs on a de plus en plus tendance aujourd'hui à tout prendre à un premier niveau).

Quant à la digitalisation, personne n'en contestera plus l'importance dans l'enseignement, mais il ne faudra pas perdre de vue pour autant que l'éducation aux médias et au bon usage de l'internet prime sur la simple multiplication des tablettes. Il ne suffira pas de distribuer les outils et de considérer que le problème est ainsi réglé. Il n'est pas vrai non plus que tout passe par le digital dorénavant avec l'arrière-pensée que l'enseignement se fera tout seul. Il est tout aussi difficile d'expliquer aux élèves que le simple *copy/paste* ne constitue pas déjà en lui-même un apprentissage ou un apport personnel que de lui faire comprendre qu'une lecture superficielle d'un texte ne livre pas d'elle-même ses secrets.

L'apprentissage des langues n'est pas un simple jeu et l'on ne gagnera rien à insister sur les bienfaits du plurilinguisme en réduisant en même temps les plages réservées à l'enseignement des langues. Il ne faudra pas se limiter à diversifier et à actualiser les méthodes et les programmes, il faudra parallèlement promouvoir – et même réhabiliter comme dans le cas du français – l'apprentissage proprement dit des langues. On ment aux jeunes si on leur fait croire que l'à *peu près* leur suffira pour se débrouiller dans une société très exigeante au sujet des langues usuelles du pays.

L'autonomie est une bonne chose et je persiste à dire que la relative autonomie financière et pédagogique qui s'est développée dans les établissements secondaires et secondaires techniques dès l'an 2000 a beaucoup apporté au dynamisme et au développement général de ces écoles. Mais il ne faut pas que cette autonomie donne lieu à un *fourre tout* qui finisse par brouiller la visibilité : on aurait préféré un échange réel et soutenu entre les différents établissements - et des discussions régionales par exemple - avant de les voir se spécialiser à qui mieux mieux du jour au lendemain au fil des nouvelles dispositions. Ce n'est pas de cette façon désinvolte qu'on devrait organiser la carte scolaire de demain !

Dans le même ordre d'idées, l'équilibre entre l'école publique et l'école privée aurait pu être discutée d'une manière plus ouverte à un moment où bon nombre d'écoles étrangères se sont installées au Grand-Duché. Les écoles privées présentes au pays depuis belle lurette ont beaucoup apporté à l'enseignement luxembourgeois en offrant une nécessaire complémentarité ou une réelle alternative à l'école publique, mais la multiplication des écoles privées ne devrait pas faire oublier l'obligation de l'Etat de garantir le bon fonctionnement d'une école publique complète dans tous les coins du pays.

Pour revenir à l'autonomie, il serait utile que l'administration centrale ne se considère pas exclusivement comme organe de contrôle et s'oriente davantage d'après les besoins concrets sur place. Pour cela, il faudrait se rendre régulièrement sur le terrain, ce qui permettrait d'apprécier le travail réalisé par les différents membres de la communauté scolaire et de se faire une idée sur les projets en cours et les besoins qui en découlent, et cela en dehors des manifestations plus officielles souvent destinées à impressionner les invités d'honneur. Il serait utile de se faire une idée, sur place, des données spécifiques qui peuvent changer de région à région et d'un établissement à l'autre. A un moment où l'on vient de remplacer la quasi-totalité des fonctionnaires du Ministère, cela donnerait aux nouveaux venus l'occasion de humer l'air des écoles qu'ils contribuent d'une façon ou d'une autre à faire fonctionner. Il serait utile aussi de donner ainsi aux enseignants et aux chefs d'établissement et à leurs équipes le sentiment d'être pris au sérieux, plutôt que de les étouffer à distance sous des tas de travaux administratifs parfois ubuesques et de leur octroyer des calculs d'épicier pour prouver qu'ils font leur travail alors que ces chicanes les empêchent parfois de le faire.

Je crois par ailleurs qu'on aurait intérêt, nonobstant les contrôles, les instructions, les programmes, de maintenir d'une façon ou d'une autre le principe de l'autonomie des enseignants dans le cadre de leurs cours. Si l'on exagérait autrefois ce principe, on a tendance aujourd'hui à trop restreindre leur champ d'action et leur liberté d'expression. Pour ce qui est de la formation théorique et pratique, je trouve qu'un échange plus soutenu entre les chercheurs de l'Université et du SCRIPT, les formateurs de l'IFEN, les directions et les enseignants locaux serait de mise.

La situation dans les écoles est souvent bien plus terre-à-terre et difficile, et bien moins schématique que ne le présentent souvent les grandes théories pédagogiques. L'école – à quelque niveau que ce soit – est un terrain de rencontre, un lieu de vie où on a comme interlocuteurs des élèves en chair et en os, des enfants, des adolescents et des jeunes qui ont tous besoin qu'on s'occupe d'eux, qu'on les accompagne, qu'on suive leur développement. Il leur faut des personnes qui ont le temps, la compétence et les

connaissances requises pour les aider à trouver leur chemin. Cela exige une grande disponibilité et une solide formation. Pour tenir le coup, ces personnes ont besoin d'être soutenues et respectées par les élèves, par les parents, par leurs chefs et par leur ministre et ses collaborateurs. Si l'on veut réformer l'école, il faut le faire avec elles et non pas contre elles, et il ne faut surtout pas avoir l'illusion que les réformes, une fois sur papier, se réalisent du jour au lendemain sur le terrain. Il faut du temps et de la patience et il faut aussi être prêt à continuer la discussion et à redresser les erreurs.

Si le message du ministre signifie une ouverture vers l'avenir, il peut être lu comme un point de départ vers une école meilleure, s'il signifie que tout a été réalisé au cours des cinq dernières années et qu'on a d'ores et déjà la meilleure des écoles possibles, son message n'est qu'un bilan plus ou moins subjectif parmi d'autres.

Robert Bohnert
1^{er} août 2018